

LE contrat douanier 2022/2025 :

Nos dirigeants nous prennent pour une série B !



En décembre dernier, la Directrice générale a présenté le « contrat d'objectifs et de moyens 2022-2025 » qui prévoit 148 millions d'euros de crédits supplémentaires sur la même période. Le matraquage que nous avons subi pour l'occasion était digne du lancement d'un blockbuster attendu par le grand public. Alors César ou Nanar ?

Du cinéma de quartier...

À l'occasion de sa sortie en douane, la Directrice avait affirmé qu'un tel niveau d'excellence du contrat, validé par le ministre *himself*, pourrait générer quelques jalousies au sein des autres administrations de l'État. Son coût annuel représente 2200€ par agent. Et n'oublions pas qu'à cela, s'ajoute notamment la fameuse annonce de la « stabilité des emplois à périmètre de missions constant », qui cherche à dissimuler la baisse d'au moins 600 emplois sur la période, l'achat de quelques outils novateurs pour équiper les escouades et une prime unique estimée à environ 120€ par agent. De quoi envisager le César de la meilleure bande annonce !



... à la super production hollywoodienne !

Ce lundi 10 janvier, le Président, quasi candidat et emmerdeur patenté, était en visite dans les futurs locaux policiers à Nice. À cette occasion, il a annoncé son plan destiné à la Police et la Gendarmerie pour la période 2022-2027. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il a multiplié les effets spéciaux et dialogues percutants, avec notamment :

- 15 milliards d'euros sur cinq ans (loi OPMI) afin de moderniser la Police et la Gendarmerie ;
- hausse de la prime des OPJ et de l'indemnité des fonctionnaires de police travaillant de nuit ;
- versement de l'équivalent d'un treizième mois aux agents de « base » (progressif sur cinq ans) ;
- doublement du nombre de policiers sur le terrain d'ici à 2030 ;
- généraliser les amendes forfaitaires au lieu des peines de moins d'un an de prison ;

Le chef de l'État a parlé d'un engagement de crédits « historique » au bénéfice de ce ministère. Dès lors, faut-il s'étonner si nos homologues de l'UNSA Police ont réagi favorablement à ces annonces et participent aux prochains échanges prévus Place Beauvau ? Quel chanceux ce Darmanin, il semble avoir trouvé la clé du dialogue social qui fait tant défaut à nos propres scénaristes.

Chef d'œuvre en péril...

Après toutes ces annonces, confirmées par les syndicats de Police, le coût annuel représente 8500€ par agent. Ainsi, pour l'Intérieur, le gouvernement prévoit d'investir près de 4 fois plus de crédits par agent qu'en Douane. S'il fallait encore convaincre nos valeureux gabelous que nos dirigeants se moquent d'eux avec leur contrat de *sitcom*, les voici servis ! D'autant qu'une grande partie de cette aumône est consacrée au renouvellement impératif de coûteux moyens nautiques et aériens devenus vétustes...



Une critique unanime :

Quand le Président dévoile une véritable superproduction devant les forces de l'ordre, nous devrions nous contenter d'un grossier court métrage ? Ce n'est pas ainsi que nous voyons les choses à l'UNSA Douanes. Sans faiblir, ni céder au chant des sirènes, nous gardons un même discours, sans concession, devant la Directrice générale et le ministre. Les quelques miettes, que ces deux cadors de la démolition de la Douane ont lâché, sont loin de nous convaincre et leur cinéma remporte la palme du nanar.

Faites-vous entendre le 10 mars 2022, journée de mobilisation nationale des douaniers !

